

19 février 2013

Crise en RDC : La carte Sassou Nguesso

A Kinshasa, des voix s'élèvent pour demander une médiation internationale dans la crise politique congolaise et entamer enfin le dialogue national annoncé par Joseph Kabila. Denis Sassou Nguesso pourrait bien faire l'affaire.



UN dialogues national pour débloquer l'impasse politique en République démocratique du Congo? L'idée vient du président Joseph Kabila lui-même, lors de ses vœux à la nation. Mal réélu et affaibli après un cycle électoral calamiteux et le retour de la guerre à l'Est, Joseph Kabila a proposé un dialogue inter-congolais avec l'opposition et la société civile pour "*recréer la cohésion nationale*" ou ... "*pour gagner du temps*" dit-on chez ses détracteurs. Prévu avant la fin janvier, le dialogue annoncé par Joseph Kabila peine à se mettre en place. "*C'est mal parti !*" titrait il y a quelques jours la presse kinoise.

UN dialogue national mort-né?

Pour faire simple ans cette histoire de dialogue national, tout le monde y va à reculons. A commencer par les proches du président, comme Pierre Lumbi. Le leader du MSR ne souhaite effectivement pas que ce débat tourne à la cacophonie et remette en cause la légitimité de Joseph Kabila. Du côté de l'UDPS, le premier parti d'opposition congolais, on refuse carrément de prendre part à la concertation nationale. Le parti d'Etienne Tshisekedi ne reconnaît tout simplement pas la légitimité du président Kabila. Pour l'UNC de Vital Kamerhe, arrivé en troisième position à la présidentielle, ce sont les deux initiateurs du dialogue qui posent problème. Evariste Boshab et Aubin Minaku font en effet partie du premier cercle de la majorité présidentielle. Ils seraient juges et parties.

Un médiateur international

Devant autant de "bonnes" volonté, certains politiques proposent alors la désignation d'un médiateur international, comme Jean-Lucien Busa du MLC, le parti de l'opposant Jean-Pierre Bemba. Selon lui, *"le chef de l'Etat et sa famille politique sont une partie du problème et ne peuvent pas, par conséquent, être les impulseurs de ce dialogue"*. Une ONG congolaise des droits de l'homme va même plus loin. Le Renadhoc se dit favorable à un dialogue national organisé *"par une personnalité neutre qui encouragerait la participation des toutes les sensibilités politiques congolaises"*. Sur le site de Radio Okapi, Fernandez Murhola, le secrétaire exécutif de l'ONG, estime que *"cela ne servirait à rien de faire un dialogue où il n'y aura pas Tshisekedi, Kamerhe ou Mosengwo. Si nous allons aujourd'hui au dialogue et que les trois premières forces de l'opposition ne participent pas, cela n'aura pas un impact"*. Selon lui, Denis Sassou Nguesso, le président du Congo voisin, ferait *"un bon facilitateur"* de par *"sa maîtrise parfaite des tous les acteurs politiques de la RDC"*.

Le "joker" Sassou

Le nom de Denis Sassou Nguesso dans la crise congolaise n'est pas un hasard. Depuis plusieurs mois, le président du Congo-Brazzaville s'est mué en médiateur *"tout-terrain"* des causes perdues. Sur la crise centrafricaine de décembre 2012, Sassou est intervenu auprès du président Bozizé pour qu'il accepte de négocier avec les rebelles de la Séléka à Libreville. La rébellion était aux portes de Bangui, la capitale, proche de faire sauter le verrou de Damara. Si beaucoup doute de la pérennité des accords de Libreville; les discussions ont tout de même mis fin à l'offensive rebelle et ont permis au président Bozizé de sauver son fauteuil. Sur le dossier congolais, la situation est assez similaire. Joseph Kabila fait face aux rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, et peine à trouver une sortie de crise. Les négociations de Kampala piétinent et les rebelles menacent de reprendre la ville de Goma. Dans l'affaire congolaise, Sassou Nguesso a déjà avancé ses pièces depuis plusieurs mois: un rapprochement avec le rwandais Paul Kagame pendant l'été 2012, assorti d'échanges commerciaux, une rencontre avec Kabila en tête à tête et enfin une rencontre avec Kagame le 17 février 2013. Lorsque l'on sait que le Rwanda est accusé, notamment par les experts de l'ONU, de soutenir les rebelles du M23, on imagine que la situation au Nord-Kivu était au menu de la visite du président rwandais dans le village natal de Sassou Nguesso. Selon la formule consacrée, les deux présidents ont **"réaffirmé leur volonté de contribuer positivement au retour de la paix dans le Nord-Kivu et la région des Grands Lacs"**. Paul Kagame a même estimé que **"la paix dans la sous-région"** était **"indispensable"**. Cela ne veut évidemment pas dire que la Rwanda va brutalement changer sa politique régionale, mais cela donne surtout du crédit à l'hôte de la rencontre, Denis Sassou Nguesso.

Le rôle de Sassou dans le conflit au Nord-Kivu n'est évidemment pas dénué d'arrière pensées. En froid, depuis très longtemps avec Kabila, son rapprochement avec Kagame lui assure un certain leadership régional. Enfin, son rôle de médiateur, fait de lui un élément incontournable aux yeux des institutions régionales (CEEAC, CIRGL, UA...) et de la communauté Internationale... une sorte d'assurance-vie pour ce président qui n'échappe pas aux critiques (régime autoritaire, affaire de biens mal acquis...). Un rôle de médiateur dans le cadre d'un dialogue politique en République démocratique du Congo ne déplairait certainement pas à Sassou Nguesso. Reste à savoir si Joseph Kabila acceptera de lui ouvrir les portes de son débat

national.

Christophe RIGAUD - Afrikarabia

Photo Maison blanche Laurence Jackson © Libre de droits